

REVALORISATION ANNUELLE DES PENSIONS DE RETRAITE

La CNR propose un taux de 16%

La revalorisation annuelle des pensions de retraite était un des principaux points inscrit à l'ordre du jour de la réunion du conseil d'administration de la caisse nationale de retraite (CNR). Importante décision prise : les membres du conseil ont proposé une revalorisation des pensions de retraite à hauteur de 16%.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A moins de trois mois du rendez-vous annuel, soit le 1^{er} mai, qui coïncide avec la décision portant revalorisation annuelle des pensions de retraite, le Conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite (CNR) a plaidé pour un taux de 16% portant revalorisation des pensions de retraite.

La décision du Conseil qui doit être validée par le département du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a été soutenue par une autre décision, celle d'allouer à cette mesure une enveloppe financière de 40 milliards de centimes.

Cela dit, il y a lieu de rappeler que la revalorisation annuelle des pensions de retraite s'effec-

tue, non pas sur la base du montant net de la dernière pension que perçoivent les retraités (c'est-à-dire avec les majorations : conjoint + exceptionnelle, etc.) mais ne doit s'effectuer techniquement que sur la base du montant du dernier avantage principal déjà revalorisé et actualisé : c'est d'ailleurs la règle et la condition sine qua non, et ce, pour lui faire subir de nouvelles déductions de la sécurité sociale (-2%) et de nouvelles retenues d'IRG suivant le barème IRG en cours.

De facto, bon nombre de retraités ne comprennent pas pourquoi l'augmentation exceptionnelle des pensions à compter de janvier 2012 (NDLR : décidée par le gouvernement et à la char-

ge du budget de l'Etat), devenue pourtant une composante conséquente de leur pension, ne peut pas être prise en compte lors de la revalorisation de mai 2013, alors qu'elle est venue comme une sorte de mise à niveau en vue de réduire l'écart un peu soit-il, dans l'inégalité flagrante entre les pensions de retraite et les salaires de leurs collègues actifs qui ont bénéficié de plusieurs augmentations de salaire conséquentes, avec des rappels importants ayant un effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2008.

A titre de rappel, cette augmentation exceptionnelle des pensions de retraite de janvier 2012 avait été répartie par paliers comme suit : a) +30% sur le net perçu pour les pensions 2011 inférieures à 15 000 DA soit une augmentation de 4 500 DA ; b) +28% entre 15 000 et 20 000 DA, soit une augmentation entre 4 200 et 5 600 DA ; c) +26% entre 20 000 et 25 000 soit une augmentation entre 5 200 et



Photo : DR

Permettre aux retraités de mener un vie digne.

6 500 DA ; d) +24% entre 25 000 et 30 000 soit une augmentation entre 6 000 et 7 200 DA ; e) +22% entre 30 000 et 35 000 soit une augmentation entre 6 600 et 7 700 DA ; f) +20% entre 35 000 et 40 000 soit une augmentation entre 7 000 et 8 000 DA ; g) +15% pour les pensions supérieures à 40 000 DA

soit une augmentation progressive à partir de 6 000 DA.

Lors de cette rencontre, les membres du Conseil d'administration de la CNR ont demandé par ailleurs la révision de la disposition portant «retraite proportionnelle et celle sans condition d'âge».

A. B.

MÉDICAMENT

Quelle image pour le générique ?

Pour nombre d'exposants, le Salon international de la pharmacie et de la parapharmacie permet de travailler l'image de marque du générique en Algérie. Un produit longtemps mal appréhendé par les patients.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La 8^e édition du Siphil, Salon international de la pharmacie et de la parapharmacie en Algérie, a ouvert hier, ses portes à Alger.

Une cinquantaine d'exposants, laboratoires pharmaceutiques, parapharmaceutiques et prestataires de services, ont pris part à ce rendez-vous annuel qui se poursuivra jusqu'à demain.

Qualifiant son laboratoire de leader du générique en Algérie, le superviseur commercial du laboratoire El Kendi, Sofiane Otmane Telba, assure que les préjugés par rapport au médicament générique tendent à disparaître.

«Le générique a confirmé son efficacité. Actuellement dans le top 5 des laboratoires en Algérie, deux d'entre eux sont leaders de générique dont El Kendi», dit-il. Il rappelle ainsi la large gamme

commercialisée par son laboratoire notamment en cardiologie, neuropsychiatrie, urologie ainsi qu'en médecine générale.

«Il y a 5 années, El Kendi était classé 26^e ce qui démontre l'évolution du générique et une meilleure acceptation de ce produit», a-t-il ajouté.

La directrice de la promotion médicale de Hupp Phrama, Nardjes Ben Abdelmoumene, affirme pour sa part, l'existence d'une certaine «réticence» par rapport au générique dans le marché.

Pourtant, précise-t-elle, «le générique est identique au princeps et plusieurs études le démontrent».

Elle assure que son laboratoire est très rigoureux sur le choix de la matière première. «La chaîne de production est elle aussi soumise à des contrôles de qualité. D'ailleurs, beaucoup d'inves-



Photo : Newpress

Le générique a confirmé son efficacité.

tissement ont été faits dans ce cadre par Hupp», a-t-elle indiqué. L'occasion était aussi pour Sanofi Algérie, 3^e génériqueur en Europe en 2013, d'annoncer le lancement de sa gamme de génériques Zentiva. «90% des produits Zentiva sont fabriqués en Algérie», souligne la directrice de Zentiva Générique Sanofi, Doria Oughli. Avec des produits pour hypertension, l'urologie et l'asthme, Zentiva compte

élargir au maximum sa gamme afin de répondre aux besoins du marché national.

«Nous espérons devenir le numéro 1 ou le numéro 2 du marché algérien», dit-elle. Elle assure de son côté que le générique est fabriqué aux mêmes standards et aux mêmes normes que la molécule mère. «Nous assurons la même qualité technique pour fabriquer le générique», dit-elle encore.

R. N.

PROCÈS SADI-SMAÏL MIRA

Encore un report

Second report du procès intenté par la famille Sadi contre l'ancien député et maire de Tazmalt, dans la wilaya de Béjaïa, Smail Mira.

C'est ce qu'a décidé, hier mardi, le tribunal d'Hussein-Dey, à Alger, sur proposition du procureur général de la République et que le juge de la même instance a retenue. Ce report, pour le 4 mars prochain, est le second après celui prononcé le 24 décembre dernier faisant suite à l'absence à la barre de l'accusé. Celui-ci était arrivé, hier, quelques minutes après que le président de séance ait prononcé ce report.

Ce procès a été intenté par la famille Sadi contre le fils de l'ancien intérimaire à la tête de la Wilaya III historique, auteur de déclarations, jugées diffamatoires, de ce dernier qui a traité de harki le père de Saïd Sadi, l'ancien président du RCD.

Comme la première séance, celle d'hier a encore été marquée par une présence massive de plaignants, la famille Sadi et bien d'autres citoyens de la commune des Aghribs, en quête de rétablir l'honneur et la mémoire offensés du défunt Amar Oumeziane.

A noter que la famille Sadi a aussi intenté une autres action en justice, contre la direction du journal Echourouk et la Chaîne de télévision éponyme, via lesquels le maire de Tazmalt s'est rendu auteur dans des interviews, d'accusations de trahison à l'encontre de Sadi Amar Oumeziane et d'un autre mous-sabel de la région des Aghribs.

K. M.

SAKIET SIDI YUCEF

Machaâl Chahid commémore l'événement

L'Association Machaâl Chahid a commémoré, hier, les événements de Sakiet Sidi Youcef, survenus le 8 février 1958, en Tunisie, la cible étant des réfugiés algériens.

Lamine Betchine, moudjahid et ancien ministre de la Communication, est revenu, hier, sur les événements de Sakiet Sidi Youcef, ayant fait une centaine de morts parmi les Algériens et les Tunisiens.

L'intervenant a rappelé qu'à l'origine de ce bombardement, quatre détenus français ont été

capturés par des Algériens lors d'un accrochage à la frontière algéro-tunisienne.

«Lorsque l'armée française a vu les photos des détenus, elle a perdu son sang-froid et pour se venger, a envoyé des avions pour bombarder le village tunisien qui servait de refuge aux blessés et invalides de la guerre

de Libération algérienne. Une agression des troupes françaises qui s'étaient octroyé, en vertu d'une loi, le droit de poursuivre les révolutionnaires algériens à l'intérieur-même du territoire tunisien», a rappelé le conférencier. Ce dernier a indiqué que les images de ces événements ont été diffusées dans plusieurs médias internationaux, et que l'opinion publique internationale s'est montrée solidaire avec la

cause algérienne, en condamnant vigoureusement ce massacre. Ainsi, le journal *Frankfurter Rundschau* en Allemagne a écrit «les forces françaises ont commis toutes sortes de crimes en Algérie depuis trois ans. Mais cette fois, elles ont dépassé les frontières algériennes pour un pays dont le président tente depuis un moment d'instaurer la paix dans cette région». Pour le journal //

Tempo (Italie), il s'agit «d'une erreur politique». Pour le *New York Herald Tribune* (Etats-Unis), «cette affaire intéresse les Etats-Unis non seulement en raison de ses avions mobilisés à l'origine, pour une défense commune de l'Europe occidentale et qui ont été utilisés hors de ce contexte, mais aussi parce que l'ensemble de la région nord-africaine nous intéresse car elle est menacée».

S. A.